

Etrange Monténégro

Bernard Ravenel

Du 8 au 12 avril dernier, Bernard Ravenel a fait partie d'une délégation associative au Monténégro. Voici son carnet de bord.

C'est avec Nicolas Petrovitch, descendant d'une dynastie qui régna sur ce petit pays des Balkans, que j'ai pu séjourner avec une délégation française d'une dizaine de personnes au Monténégro du 8 au 12 avril. L'objectif était de s'informer de la situation concrète, dans toutes ses dimensions, matérielle, politique, sociale, psychologique et, bien entendu, militaire, de ce pays peu connu qui a choisi en 1992, par référendum, de rester dans la Fédération Yougoslave avec un statut de République autonome.

Cette autonomie est d'autant plus réelle qu'elle a permis par des élections libres l'arrivée au pouvoir d'un président de la République et d'une majorité parlementaire opposés à Milosevic et à ses alliés locaux. La presse y est libre, avec des journaux pro et antigouvernementaux et indépendants. La caractéristique dominante est la dualité du pouvoir entre le pouvoir fédéral de Belgrade, disposant d'une force armée fédérale, et le pouvoir local qui refuse de fait tout ordre de Belgrade et s'appuie sur une forte police locale. La question cruciale est donc : jusqu'à quand durera le bras de fer entre les deux pouvoirs ?

C'est dans ce contexte, trop vite évoqué, que nous avons «débarqué» dans ce «coin» méditerranéen de 650 000 habitants où se mélangent tensions peu visibles mais réelles et vie quotidienne apparemment insouciantes. Dans mon carnet de bord, je n'évoquerai en vrac que quelques observations et extraits de conversations. Avec la camionnette qui, de la frontière avec la Croatie, nous mène à la capitale Podgorica, le premier moment fort est la traversée de Kotor, superbe vieille ville et port de guerre (assez réduit, à vrai dire). On s'y arrête pour contempler un navi-

re garde-côte gardé par des marins en tenue léopard, à côté d'un navire-école avec beaucoup de soldats à bord. Pas le droit de prendre des photos. On apprend que ces bateaux n'ont pas le droit de bouger... jusqu'à nouvel ordre. Dans la ville, sur la belle place à l'architecture d'inspiration vénitienne, est annoncé avec la fameuse affiche cible à la colombe un concert rock contre l'Otan.

Dans la camionnette, où ne cesse de sonner le portable, le chauffeur est à la fois anti-serbe - «ils ne sont pas honnêtes» -, anti-frappes, anti-violence, pour une négociation. Un «médecin du monde» d'origine yougoslave anti-Milosevic parle de l'UCK et estime que cette bande aux origines peu claires a réussi le coup du siècle en poussant les Etats-Unis à s'allier avec eux.

L'arrivée à Podgorica est sans histoire. La présence militaire apparente est légère. Dans l'hôtel principal où nous allons manger - on va dormir chez l'habitant -, on prévoit les rencontres à faire. Premier épisode significatif une famille d'universitaires français qui devait héberger deux d'entre nous préfère renoncer ; sa voisine du dessous vient de perdre son fils soldat peut-être tué par des bombes françaises (la France, dans la planification Otan des bombardements, serait chargée du Monténégro...). On a peur de sa réaction face à des Français venus de France.

Le lendemain matin, dans les rues sur les troncs d'arbres, sont affichés des avis mortuaires avec photo de jeunes soldats tués.

Rencontre avec le ministre et le ministre-adjoint de l'Information

En résumé, nous disent-ils, nous sommes entre le marteau et l'enclume, entre Milosevic et l'Otan. Quel est le plus lourd ? L'intervention de l'Otan ne permettra pas pour le Kosovo une solution humaine et de droit. Elle renforce l'autorité de Milosevic, ce qui représente un danger pour la jeune démocratie du Monténégro. La situation est aggravée par la présence ici d'une partie de l'armée fédérale. C'est le problème-clé : le gouvernement fédéral a proclamé l'état de guerre et nous ne le reconnaissons pas. Car tant que l'Otan n'attaque pas ici des installations civiles, il n'y a pas besoin de mobiliser les civils pour la guerre. Mais on ne veut pas du survol du territoire par l'Otan. L'Occident a fait beaucoup d'erreurs en impliquant Milosevic dans toutes les négociations politiques pour résoudre tous les problèmes des Balkans. Et maintenant, avec le bombardement en Serbie des installations civiles qui entraînent des destructions et des victimes civiles, il est renforcé.

Le ministre nous dit aussi qu'il a vécu 7 ans au Kosovo et que le conflit

albano-serbe est très ancien. A la fin des années 60 et au début des années 70, il a vécu - mal - la montée de la pression contre les Serbes (pierres contre leurs maisons, foin et récoltes brûlés) qui s'estimaient peu protégés. De leur côté, les familles albanaises se devaient d'avoir huit enfants et aujourd'hui l'UCK est prête à tout...

Mais la solution de chasser les Albanais n'est pas bonne ; elle ne peut qu'entraîner l'esprit de vengeance. Seule la Communauté internationale peut imposer des institutions démocratiques et accorder une assistance pour établir des conditions normales. Le ministre rappelle aussi que les conditions de la dissolution de l'ex-Yougoslavie ont été catastrophiques en 1991-92 et ont amené aussi un exode massif de Serbes que l'on a voulu placer au Kosovo pour rééquilibrer (en fait, ces Serbes venus de Croatie n'ont pas voulu s'installer au Kosovo et sont partis vers la Serbie!).

Rencontre avec la rédactrice en chef du *Monitor*, hebdo indépendant

La jeune rédactrice en chef du journal nous reçoit dans des locaux de fortune avec deux collaborateurs. A la fois sereine et inquiète, elle nous démontre pourquoi on ne peut être que très préoccupé après le refus personnel du ministre de la Justice de répondre à la réquisition de l'armée fédérale. Le message est clair : *«On veut être neutres dans le conflit ! Mais combien de temps cela peut durer? La bataille se fait dans les médias. Les forces armées veulent contrôler les médias ici. Nous avons toutes les informations et nous les donnons, y compris sur la question des réfugiés kosovars. Nous en avons même interviewé. Nous sommes perçus comme des traîtres. Nous recevons des menaces. Tout le monde est solidaire de la Serbie bombardée quel que soit son point de vue politique. Mais les Monténégrins ne veulent pas la guerre car ce n'est pas leur guerre. Mais la guerre se rapproche et les risques de guerre civile aussi. Quel que soit l'avenir de la Fédération, à moitié ouverte sur l'Occident, le sentiment antioccidental va perdurer longtemps.»*

Les salariés du journal n'ont rien touché depuis deux mois. (Avec Agir ensemble pour les droits de l'homme et Reporters sans frontières, une aide financière a pu être organisée pour cet espace de liberté : on était aussi venus pour ça !). En sortant, je demande à une journaliste son sentiment : inquiète ? optimiste ? «Optimiste !». L'optimisme de la volonté...

Rencontre avec le président du Syndicat Unifié des Travailleurs

(Le syndicat est jumelé avec la CGT Rhône-Alpes et a des contacts avec la CFDT). Bien qu'il ait passé une nuit blanche au local, de garde, ce responsable nous reçoit vers 11 heures du matin après avoir dormi 2 heures. Il est très dur contre Milosevic, qui *«nous a créé cette situation catastrophique, Milosevic est un des plus grands ennemis du peuple serbe»*.

Ici la situation économique liée à l'embargo de la Communauté internationale est fortement ressentie. *«On a perdu, depuis 1993, 40% des postes de travail. Beaucoup de réfugiés sont venus chez nous, ce qui provoque des problèmes avec la population locale (développement de l'économie parallèle, corruption pour trouver du travail, etc.). Si on ajoute les bombardements et la forte pression des pro-Milosevic, ce sera très difficile de poursuivre le processus démocratique ici»*.

On a l'impression que Milosevic veut accroître le mécontentement social en perspective d'une guerre civile. Et, en même temps, d'après nos informations, les bombardements en Serbie auraient détruit 200 000 postes de travail.

En ce moment, au Monténégro, le syndicat est la seule association à être restée unie alors que les forces politiques sont très partagées. *«Nos réunions sont très bruyantes, avec plus de monde que d'invités... Nous avons réussi, avant la guerre, une manifestation qui a rassemblé toutes les nationalités du Monténégro. Mais il y a un risque permanent d'un syndicat proserbe. Il serait très minoritaire et très extrémiste. Le problème ici, c'est que peu de familles sont sans armes et que l'esprit multi-ethnique devient minoritaire. Pour le Kosovo, il était déjà clair il y a 5 ans que les populations serbe et albanaise ne pourraient trouver de solution sans présence étrangère. Il fallait profiter de la présence de l'OSCE. Aujourd'hui, c'est le massacre quasi total au Kosovo. A l'époque, il n'y avait pas d'exode. Le régime de Milosevic a profité des bombardements pour brûler les maisons. L'issue sera très difficile»*.

Brève rencontre avec un ex-général et commissaire politique de l'armée de Tito

Il me dit que la logique de la guerre qui prédomine entraîne inévitablement vers des opérations au sol à partir de l'Albanie, de la Bosnie et de la Macédoine. En moins d'une semaine, c'en serait fini de l'armée serbe. C'est pour cela que Milosevic a besoin d'élargir la guerre en Macédoine et en Bosnie. Mais la défaite militaire de la Serbie créerait une

situation difficilement contrôlable en Serbie, avec beaucoup de réfugiés qui voudraient partir et, surtout, selon ce général en retraite, cela provoquerait en Russie un chaos total aux issues imprévisibles peu rassurantes et une instabilité permanente de tout l'espace slave.

Finalement, après d'autres entretiens et rencontres, le prince Nicolas et des animateurs des associations humanitaires de notre délégation tiennent une conférence de presse très animée.

Nicolas résume bien la situation : *«Face à la politique ultra-nationaliste de Milosevic, il y a une politique ultra-militariste de la Communauté internationale. Il faut une troisième voie. Cela fait bientôt 10 ans que nous cherchons cette voie. Nos efforts sont détruits des deux côtés. Comment aujourd'hui aider les populations civiles ? Comment préparer l'avenir ? On ne peut traiter ces problèmes par la violence...»*. Que dire de plus ?

Bernard Ravenel

